

TOULON : Cécile MUSCHOTTI rencontre des représentants syndicaux de la police nationale

Cécile MUSCHOTTI a rencontré il y a quelques semaines des représentants syndicaux de la police nationale, ainsi que des agents qui ont souhaité lui faire part de leurs difficultés.



La députée du Var explique : « *Nous avons évoqué des problématiques matérielles, organisationnelles, et le besoin de reconnaissance et de confiance qui faisaient défaut au sommet de la hiérarchie.* »

J'avais pris la mesure de ce malaise et alerté le gouvernement

; les revendications me semblant légitimes et portées par une volonté affichée de délivrer un service public de qualité et d'être en mesure d'accompagner et de protéger la population. Je me félicite de la décision du président de la République d'octroyer 10 millions d'euros d'indemnité spécifique pour les effectifs de police nationale mobilisés la nuit. Il délivre un message fort de reconnaissance qui était attendu de notre police nationale.

Reconnaitre la pénibilité du travail de nuit, octroyer près de 100 euros à chaque agent, c'est une mesure concrète, qui s'inscrit dans une volonté plus large de prise en compte de la pénibilité de la mission.

Je me félicite aussi de la création d'une plateforme d'accompagnement des policiers et gendarmes victimes d'agressions, qui sera mise en ligne très prochainement. L'objectif est de ne tolérer aucune insulte, et de collecter des données concrètes.

Le Gouvernement n'oublie pas la question des matériels, revendication qui perdure depuis des années. Ce sont 75 millions d'euros ont été obtenus pour le matériel dans le troisième PLFR.

Garantir la protection des forces de l'ordre, leur renouveler notre confiance, leur permettre de travailler dans de bonnes conditions matérielles, avec sérénité, voilà un signal fort dont je tenais à me faire le relais.

Pour finir, je souhaite tout de même évoquer la situation dans notre métropole, où nous assistons à une escalade de la violence, où les tirs et les morts s'enchaînent, créant un climat de tension que tous les habitants subissent.

Effectivement il est important de demander des moyens, d'alerter le gouvernement et d'évoquer les effectifs. (Je signale au passage que le quinquennat Sarkozy avait procédé à une coupe historique avec la suppression de 10 000 postes de policiers et gendarmes) L'Etat porte une partie de la responsabilité, et j'ai d'ores et déjà fait des propositions au Ministre de l'Intérieur pour notre agglomération.

Mais lutter contre la criminalité, ce n'est pas à chaque fois

se tourner vers l'Etat, qui ne peut pas tout. Lutter contre la criminalité, c'est donner des moyens à l'éducation en général, aux éducateurs dans ces quartiers, c'est faire émerger des projets et donner des perspectives, c'est investir. Oui, il faut investir dans nos quartiers, car ce sont d'abord des lieux de vie. Lutter contre les trafics, la criminalité, ce n'est pas qu'une question de maintien de l'ordre.

Notre police ne doit pas être la seule à intervenir dans les lieux où la tension existe. Elle doit être au cœur d'un maillage institutionnel et associatif organisé, serré, doté de véritables moyens d'action. C'est aussi de cette façon qu'elle retissera des liens dans ces zones ».